



**Atelier :
Évaluation des plateformes
numériques de participation
citoyenne en Tunisie :
Constats préliminaires et bonnes
pratiques internationales**



Projet Bonne Gouvernance et
Anti-corruption en Tunisie

30 Octobre 2019

Hotel Golden Tulip Mechtel
Tunis, Tunisie



Le Projet Bonne Gouvernance et Anti-corruption en Tunisie

Avec le soutien financier du *Foreign and Commonwealth Office* du Royaume-Uni, l'OCDE met en place ce projet en coordination avec le gouvernement tunisien. Ce projet vise à contribuer à la stabilité, la prospérité et la confiance des citoyens en Tunisie. Il accompagne le Gouvernement de la Tunisie dans l'acquittement de ses engagements pour une bonne gouvernance pris lors de la Conférence Anti-Corruption de Londres et l'accord de Carthage ainsi que dans la mise en application de la stratégie nationale anti-corruption 2016-2020.

En s'appuyant sur les travaux accomplis par l'OCDE dans le cadre du Programme MENA-OCDE et des Recommandations de l'OCDE sur l'Intégrité Publique, le Gouvernement Ouvert et les Marchés Publics, ce projet a trois domaines cibles. Il vise à créer de la réactivité via de meilleurs services publics locaux pour les citoyens et un soutien aux citoyens dans leur rôle de contrôle de la prestation des services publics, des connections au travers d'une meilleure coordination de gouvernance et un meilleur audit et contrôle public, et enfin de la prospérité via de meilleurs services publics pour un environnement plus favorable aux affaires et plus de transparence au sein des marchés publics.

Contexte

Dans sa composante 1, le projet répond à la nécessité de soutenir le gouvernement dans ses ambitions de lutte contre la corruption, de modernisation de l'administration et de renforcement des collectivités territoriales, en se focalisant sur l'amélioration des services publics locaux en étroite coordination avec les citoyens.

En particulier, le projet est en train de soutenir l'Unité de l'Administration Électronique (UAE) au sein du Ministère de la Fonction Publique, de Modernisation de l'Administration et des Politiques Publiques à mener une évaluation des plateformes numériques de participation citoyenne en Tunisie. En effet, des plateformes numériques qui permettent à la population d'interagir avec les autorités publiques sont au cœur du Gouvernement Ouvert et peuvent être un outil puissant pour augmenter l'ouverture et la redevabilité des institutions publiques. Cependant, dans le cas spécifique de la Tunisie, il y a eu ces dernières années une prolifération de plateformes numériques, applications et sites web censés soit permettre aux citoyens d'exprimer leur opinion soit de dénoncer des problèmes ou des cas de corruption. Malgré les efforts déployés, ces plateformes demeurent peu utilisées et donc n'arrivent pas à atteindre les objectifs de participation, transparence et redevabilité qu'elles devraient promouvoir. Dans ce cadre, l'OCDE appuie le Gouvernement Tunisien à mener une évaluation ou état des lieux des plateformes existantes afin d'analyser leurs forces et faiblesses et proposer des solutions pour rendre les plateformes numériques de participation citoyenne plus efficaces et utiles. Cette évaluation se concentre surtout sur les plateformes gouvernementales telles que www.e-participation.tn et www.e-people.gov.tn.

L'objectif de cet atelier est d'abord de partager les constats préliminaires de l'évaluation suite aux analyses et aux consultations menées ainsi que de discuter avec les participants les possibles pistes d'amélioration qui feront l'objet des recommandations de l'étude. Ensuite, l'atelier permettra de partager un exemple concret d'une bonne pratique en matière des plateformes numériques de participation citoyenne d'un pays de l'OCDE qui pourra inspirer des actions d'amélioration pour les plateformes tunisiennes et créer des nouveaux partenariats.

Programme

09:00 – 09:30	Inscription et accueil des participants
09:30 – 10:00	Ouverture
	<ul style="list-style-type: none"> ● M. Khaled Sellami, Directeur Général de l'Unité de l'Administration électronique, Ministère de la Fonction Publique, de la Modernisation de l'Administration et des Politiques Publiques, Tunisie ● M. Alessandro Bozzini, Coordinateur de projet, OCDE
10:00 – 11:00	Session 1 : Présentation des constats préliminaires de l'évaluation des plateformes numériques de participation citoyenne en Tunisie
	<p>Cette session permettra de présenter les premiers constats de l'évaluation suite aux analyses et aux entretiens réalisés.</p> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● M. Khalil Charfi, Ingénieur et expert, Tunisie ● Dr. Gianluigi Viscusi, Scientist and lecturer, École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), Suisse <p>▶ <i>Discussion Ouverte</i></p>
11:00 – 11:15	Pause-café
11:15 – 12:30	Session 2 : Les bonnes pratiques internationales en matière des plateformes numériques de participation citoyenne
	<p>Le but de cette session est de partager une bonne pratique internationale en matière de plateformes numériques qui a réussi à susciter la participation citoyenne afin d'inspirer des possibles initiatives de réforme pertinentes pour les plateformes de participation citoyenne tunisiennes et créer des synergies avec les acteurs tunisiens.</p> <p>Modérateur : Alessandro Bozzini, Coordinateur de Projet, OCDE</p> <p>Intervenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ M. Jorge Pérez Artiles, Directeur Générale de la Participation Citoyenne, Conseil des îles de Grande Canari, Espagne. <p>▶ <i>Discussion Ouverte</i></p>
12:30 – 13:30	Pause déjeuner

13:30 – 15:30	Travaux de groupes sur les recommandations pour l'amélioration des plateformes numériques de participation citoyenne en Tunisie
	<p>Les participants seront répartis en trois groupes. Chaque groupe pourra discuter les constats préliminaires de l'évaluation et présenter des recommandations tout en suggérant les moyens et méthodes adéquats pour améliorer les plateformes numériques de participation citoyennes existantes.</p> <p>Modérateurs et rapporteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Groupe 1 : Gouvernance et organisation des plateformes Mme. Rim Garnaoui, Conseillère des services publics, UAE, Ministère de la Fonction Publique, Tunisie ● Groupe 2 : Aspects techniques et informatiques des plateformes Mme. Jihene Louati, Ingénieur en chef, UAE, Ministère de la Fonction Publique, Tunisie ● Groupe 3 : Communication et incitation à l'utilisation des plateformes Mme. Sana Oueslati, Conseillère des services publics, UAE, Ministère de la Fonction Publique, Tunisie <p>▶ <i>Discussion Ouverte</i></p>
15:30 – 16:00	Restitution en plénière des travaux de groupe
	<p>Les rapporteuses identifiées par chaque groupe présenteront en plénière les recommandations proposées pour améliorer les plateformes numériques de participation citoyenne.</p> <p>Modérateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● M. Khalil Charfi, Ingénieur et expert, Tunisie ● Dr. Gianluigi Viscusi, Scientist and lecturer, École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), Suisse <p>▶ <i>Questions et réponses</i></p>
16:00 – 16:30	Conclusions et prochaines étapes
	<p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● M. Khaled Sellami, Directeur Général de l'UAE, Ministère de la Fonction publique, Tunisie ● M. Alessandro Bozzini, Coordinateur de projet, OCDE.

L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est un organisme international qui a pour but de promouvoir des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes partout dans le monde. Il est composé de 36 pays membres, d'un secrétariat basé à Paris et d'un comité formé d'experts issus du gouvernement et autres, spécialisés dans chaque domaine d'intervention de l'organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler de pair afin de partager leurs expériences et rechercher des solutions aux problèmes communs auxquels ils font face. Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements pour comprendre les facteurs à l'origine des changements économiques, sociaux et environnementaux. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.

Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA. Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Plus particulièrement, le programme soutient la mise en œuvre du partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à répondre aux critères d'admissibilité pour devenir membre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le Programme agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques. Les projets reflètent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes de leur secteur public afin de libérer leur potentiel de développement social et économique dans le contexte des attentes grandissantes des citoyens en matière de services publics de qualité, d'inclusion dans l'élaboration des politiques publiques et de transparence.

L'OCDE et le Gouvernement Ouvert en Tunisie

L'OCDE soutient la Tunisie depuis 2012 dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques pour un gouvernement ouvert. En particulier, l'OCDE a mené une revue « Le gouvernement ouvert en Tunisie », encouragé le dialogue entre la société civile et le gouvernement, organisé des activités de renforcement des capacités et accompagné la Tunisie dans sa participation au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert et dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action nationaux. A présent, l'OCDE accompagne la Tunisie dans plusieurs domaines relatifs au gouvernement ouvert tels que l'accès à l'information, la communication publique, la voix des jeunes et des femmes ainsi que le gouvernement ouvert au niveau local.

Le Conflict, Stability and Security Fund du Ministère des Affaires Étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni apporte une aide de développement à la Tunisie au travers du Conflict, Stability and Security Fund. Ce fonds est géré par l'Ambassade britannique à Tunis.

CONTACT

Alessandro BOZZINI | Alessandro.BOZZINI@oecd.org

Suivez-nous sur Twitter 

@OECDgov

#MENAOCED #Hawkama4Tunisia